

## **Rencontre de la Direction Générale du Budget avec les acteurs de la société civile : renforcement de la citoyenneté du budget.**

**A**ujourd'hui, les réformes législatives et administratives ont érigé la transparence budgétaire en principe fondamental de l'action publique. Cette évolution logique suit en réalité l'aspiration de nos contribuables. En effet, les citoyens, sont désireux de participer davantage aux décisions publiques et au fonctionnement des pouvoirs publics. Ils attendent de jouir pleinement des politiques budgétaires de l'Etat. Dans cette veine, sur l'initiative de la Direction Générale du Budget (DGB), une matinée d'échanges avec les Organisations de la Société Civile (OSC) sur la transparence budgétaire, la participation citoyenne et de la redevabilité, s'est ouvert, **le mardi 10 avril 2018, à la salle 111 du bloc technique du Ministère de l'Economie et des Finances.**

La rencontre qui se veut être une session inaugurale de concertation avec les OSC est consacrée à **(i)** l'état des lieux et des stratégies d'amélioration de la transparence budgétaire au Bénin, **(ii)** la présentation de la vidéo dénommée « le budget en 135 secondes », **(iii)** la présentation de l'outil BOOST de la Banque Mondiale, et **(iv)** la découverte du site web de la DGB.

Rappelant, les actions de réformes institutionnelles menées au profit de la transparence budgétaire ainsi que les partenariats développés avec certaines institutions spécialisées dans la promotion de la bonne gouvernance (l'adhésion du Bénin à GIFT et à CABRI et à l'adoption de l'outil BOOST de la Banque Mondiale), le Directeur de Cabinet du Ministre de l'Economie et des Finances, **Monsieur Servais ADJOVI** a mis en relief les résultats obtenus en 2015 et 2017 et souligné que l'année 2018 sera marquée par l'organisation de la première édition du débat citoyen sur les options économiques et budgétaires, en vue d'une forte implication des acteurs de la société civile dans le processus budgétaire. Par ailleurs, le Directeur de la Préparation et du Suivi de l'Exécution de la Loi de Finances, **Monsieur Pierrot SEGO**, s'est appesantie sur l'élément déclencheur de l'engagement du Bénin pour l'amélioration de la transparence budgétaire (l'évaluation IBP de 2012), les résultats de 2015, 2017, la synthèse des réformes en faveur de la transparence budgétaire et les nouveaux défis et les perspectives pour l'amélioration de la transparence budgétaire, de la participation citoyenne et de la redevabilité au Bénin.

En outre, le point des réformes mise en œuvre pour l'effectivité de l'ouverture budgétaire a été présenté. Il s'agit, de : **(i)** l'institutionnalisation du débat d'orientation budgétaire pour mettre le parlement en capacité d'exercice de son pouvoir financier, **(ii)** l'institution des réunions techniques, des conférences de performance pour une meilleure analyse des propositions budgétaires des ministères sectoriels en vue de la prise en compte des besoins réels des populations, **(iii)** l'institution par voie réglementaire d'un calendrier budgétaire pour une meilleure lisibilité des actions et activités devant conduire au vote de la loi de finances et **(iv)** la révision du code des marchés publics pour répondre, entre autres, à la nécessité d'impliquer les OSC dans la procédure de passation des marchés.

### **• Réformes institutionnelles**

Au plan institutionnel, il a été relevé la création à la Direction Générale du Budget de **l'Unité de Pilotage de l'Amélioration de la Transparence Budgétaire et de la Communication** et la mise en place de points focaux dans les autres directions opérationnelles ainsi qu'au niveau de la presse pour faciliter l'accessibilité de l'information au public.

### **• Nouveaux défis**

S'agissant des nouveaux défis pour une meilleure gouvernance des finances publiques, un accent particulier est mis sur : **(i)** la poursuite de la publication régulière et en temps utile des documents budgétaires de référence, **(ii)** l'exhaustivité des documents, **(iii)** le renforcement de la participation des citoyens dans le processus budgétaire, **(iv)** l'identification des OSC qui participent au processus budgétaire et **(v)** le renforcement de la transparence et du contrôle citoyen au niveau des communes.

Aussi, les actions planifiées pour relever les défis identifiés ont-elles été communiquées à la Société Civile dont l'implication effective dans la promotion de la transparence budgétaire est un gage de succès.

L'exercice, a par ailleurs visé le partage avec les OSC le contenu de la loi de finances, gestion 2018, tant en chiffres qu'en objectifs, pour le bien-être des populations et le développement du Bénin. De même, les versions en langues nationales (Fon, Dendi et Yoruba) de la présentation du budget en 135 secondes sont présentées à la société civile.

Quant à l'outil BOOST, qui est une base de données en ligne sur les finances publiques, son intérêt, son fondement et le mécanisme d'accès et d'exploitation des données ont été exposés aux participants.

Enfin, un zoom est fait sur les différentes rubriques du site web de la DGB, entièrement dédié à la transparence budgétaire et à la communication sur les activités de la DGB.

Rassurant les acteurs de la société civile de la double volonté du Gouvernement et des PTF au renforcement du processus de transparence budgétaire, de la participation citoyenne et de la redevabilité, le Directeur de Cabinet du Ministre de l'Economie et des Finances a affirmé : « **cette fois ci, nous avons décidé d'aller au-delà de ce que nous faisons en donnant une forme plus attractive qui nous permet d'être collés aux standards internationaux en matière de transparence budgétaire** ».

